

ÉQUATEUR

Menaces et violences croissantes à l'encontre de ceux qui critiquent le gouvernement

Index AI : AMR 28/006/2005

ÉFAI

Lundi 14 mars 2005

ARTICLE DESTINÉ AU SITE news.amnesty

En Équateur, les journalistes, les militants associatifs et les opposants politiques sont fréquemment menacés, harcelés ou agressés. En 2004, les personnes critiques à l'encontre du gouvernement ont souvent dit faire l'objet de menaces de mort, mais beaucoup de menaces échappent sans doute à notre connaissance.

Depuis décembre 2004, la situation s'est encore détériorée et la société équatorienne s'est polarisée encore davantage à la suite de la destitution et du remplacement de 27 des 31 juges de la Cour suprême par le Congrès réuni en session extraordinaire, ce qui soulève de graves préoccupations en ce qui concerne l'indépendance de la magistrature.

Depuis, les manœuvres d'intimidation à l'encontre de ceux qui critiquent le gouvernement se sont encore intensifiées. Orlando Pérez Torres est professeur à l'*Universidad de las Américas* (Université des Amériques) à Quito, la capitale, mais également journaliste au quotidien *Hoy* (Aujourd'hui). À ce titre, il avait écrit des articles critiquant le président et des membres de la magistrature. Le 25 janvier, alors qu'Orlando Pérez Torres se rendait à pied à l'Université des Amériques, deux hommes l'ont abordé et l'ont poussé contre un mur. L'un d'eux lui a enfoncé une arme à feu dans le ventre et l'a menacé en ces termes : «*Arrêtes d'écrire des conneries, sinon tu vas mourir*».

Auparavant, Orlando Pérez Torres avait déjà été la cible d'intimidations. Il avait reçu des coups de téléphone chez lui, lors desquels un interlocuteur anonyme lui demandait son adresse. Orlando Pérez Torres a signalé ces faits à la police, mais à la connaissance d'Amnesty International, aucune enquête n'a été ouverte et les autorités n'ont pris aucune mesure pour le protéger.

Le 2 mars 2005, un membre de la *Fundación Mariana de Jesús*, une organisation religieuse aidant les personnes défavorisées qui avait critiqué le ministère des Affaires sociales, a reçu une menace anonyme selon laquelle une bombe allait exploser dans le bureau de la fondation, à Quito, si son directeur, Francisco Peña, ne démissionnait pas.

Francisco Peña avait déjà signalé une agression dont il avait été victime dans un parking proche du bureau de sa fondation. Trois hommes ont tiré sur lui après qu'il a refusé de leur remettre les documents et l'ordinateur portable qu'il avait avec lui. Ces faits ont eu lieu immédiatement après la clôture d'une enquête sur la fondation menée par le ministère des Affaires sociales. Cette enquête devait se conclure par la fermeture de l'organisation, elle y a échappé grâce à des protestations tant au niveau national qu'international. La fondation a porté plainte parce que selon elle, cette enquête a bafoué ses droits constitutionnels.

L'affaire la plus grave a eu lieu le 6 mars 2005. Enrique Ayala, député socialiste et recteur de l'Université andine Simón Bolívar, a été agressé deux jours après qu'il a critiqué les changements récents à la Cour suprême. Il était au volant de sa voiture quand un véhicule 4x4 l'a poussé vers le bas-côté, ses occupants tirant alors plusieurs coups de feu dans sa direction.

Une affaire qui a eu lieu en février 2004 illustre la réaction hypocrite des autorités. Quatre journalistes, Miguel Rivadeneira de *Radio Quito*, Marco Pérez de *Radio Tarqui*, Paco Velasco de *Radio La Luna* et Kintto Lucas de l'agence IPS ont signalé à Amnesty International qu'entre septembre 2003 et janvier 2004, ils ont reçu à plusieurs reprises des menaces. Ils les attribuent à leur attitude critique à l'égard du gouvernement. Celui-ci a condamné publiquement les menaces proférées contre Miguel Rivadeneira en déclarant qu'il ne tolérerait pas que le droit à la liberté d'expression soit bafoué et qu'une enquête allait être ouverte. Or, le même mois, le gouvernement a annoncé qu'il fermait *Radio La Luna* et qu'il engageait des poursuites pour diffamation contre Paco Velasco.

Il semble qu'une seule personne soit morte lors de ces différentes affaires. Il s'agit du chauffeur de Carlos Muñoz Insua, directeur général de *Telesistema*, qui a été mortellement blessé par des coups de feu en direction de son véhicule le 9 février 2004. Les menaces proférées par des personnes armées allant en nombre croissant, si aucune mesure n'est prise, le nombre de victimes risque d'augmenter.

Les autorités doivent donc agir rapidement et traduire en actes leurs discours sur la défense de la presse. Toutes les affaires signalées doivent donner lieu à de véritables enquêtes et les auteurs de menaces contre des journalistes, des militants associatifs et des membres de l'opposition doivent être traduits en justice. ●

Amnesty International

Pour obtenir de plus amples informations,
veuillez contacter le Service de presse
d'Amnesty International à Londres, au +44 20
7413 5566, ou consulter le site
<http://www.amnesty.org>